

LE « SERVICE SOCIAL » F. L. N. DE LA RÉGION LYONNAISE

se dissimulait au séminaire du Prado à Saint-Fons

L'abbé Carteron (M. Albert) en fuite allouait des millions aux familles des terroristes emprisonnés

Lyon, 17 octobre. — « Allo... Monsieur Albert... » ce pourrait être le titre d'un captivant roman d'espionnage. Ce n'est hélas qu'une pénible affaire policière où un prêtre, actuellement en fuite, semble fâcheusement impliqué dans le terrorisme nord-africain de la région lyonnaise.

Et ce « Monsieur Albert » n'est autre que l'abbé Albert Pierre-Marie Carteron, âgé de 46 ans, qui avait été officiellement chargé par S.E. le cardinal Gerlier, des questions sociales nord-africaines. Il faut croire que l'abbé fit preuve d'un excès de zèle intempestif puisqu'il avait de fait, organisé au séminaire du Prado, montée des Clochettes à Saint-Fons, un bureau d'entraide aux familles des terroristes F.L.N. emprisonnés à Lyon.

Et depuis mardi dernier, depuis que le commissaire Chaboud eut vent de l'affaire « M. Albert » a disparu, accusé par les responsables F.L.N. de Lyon, le chef de zone, son adjoint et deux chefs de section.

Timidement introduite dans la métropole voici trois ans, l'organisation secrète du F.L.N. s'est solidement implantée depuis parmi les travailleurs nord-africains venus chercher du travail en France, ce qu'ils ne trouvaient pas dans leurs douars.



L'avenir de la Communauté qui unit la France à l'Afrique Noire est intimement lié au développement de l'agriculture tropicale qui occupe 90% de ses populations. Les cadres techniques ruraux font défaut. Pour la seconde fois, et en liaison avec les Gouvernements des Pays d'Outre-Mer, l'Industrie Margarinère française qui absorbe une très grande partie des oléagineux concrets d'Afrique Noire et d'Océanie, vient de former une nouvelle promotion de onze spécialistes agricoles. Les voici, à l'issue de la cérémonie de remise de leurs

Ce fut alors une lutte sangulnaire entre les militants du F.L.N. et ceux du M.N.A., l'autre mouvement nationaliste algérien. Elle se solda, l'an passé par une extravagante série de crimes et aussi par la supériorité du F.L.N. Les services de police créaient dans le même temps des brigades spécialisées pour la répression du banditisme... et l'une des plus actives fut certainement la brigade du commissaire Chaboud, de la Sûreté lyonnaise.

Hélas ! rares sont les terroristes arrêtés qui ont été jugés, si bien que la majorité d'entre eux est encore incarcérée à la prison Saint-Paul.

Or, « comme il faut bien que tout le monde vive », les responsables F.L.N. ont organisé un service d'entraide à l'intention des terroristes emprisonnés. Il s'agit avant tout d'une aide financière accordée par le « service social » aux familles des détenus. Les allocations sont basées sur l'importance des fonctions d'udétenu dans l'organisation extrémiste, sur le nombre d'enfants à charge, bref, il s'agit d'une véritable « Sécurité Sociale à la française... ». Les fonds proviennent des cotisations versées mensuellement par « tous » les travailleurs nord-africains. Elle se monte à 1.600 fr environ.

J.-L. BONNOT.

● LA SUITE EN 3^{me} PAGE